



GIP LITTORAL

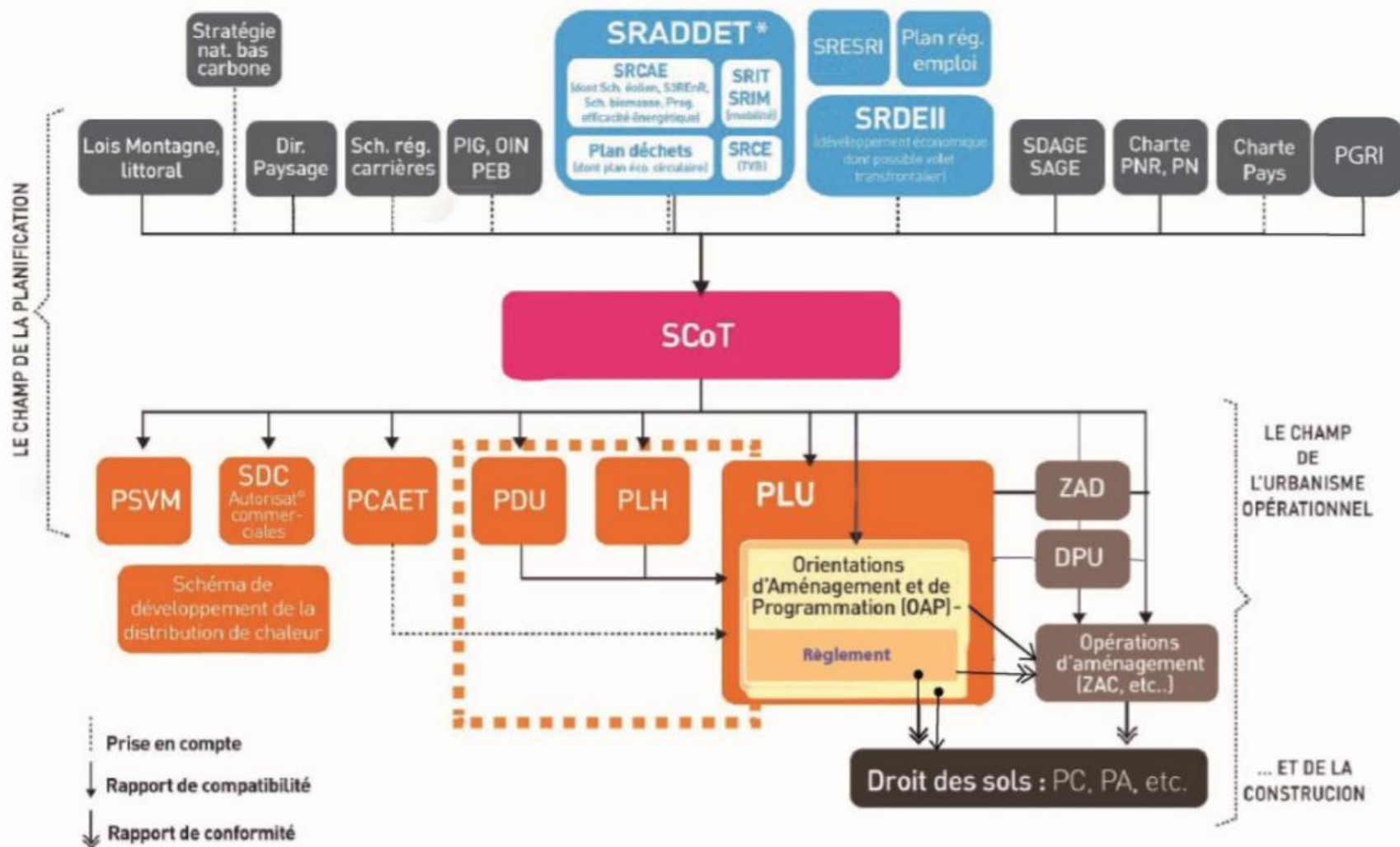
Intégration du risque « érosion côtière » dans les documents d'urbanisme

Conseil de territoire du Médoc - 18 décembre 2020
Atelier thématique - culture du risque



I/ Éléments de cadrage

Hiérarchie des documents de planification



La prévention des risques dans le Code de l'Urbanisme : dispositions générales

Article L.101-2 du Code de l'urbanisme :

Dans le respect des objectifs du développement durable, **l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme** vise à atteindre les objectifs suivants :

4° La sécurité et la salubrité publiques

5° **La prévention des risques naturels prévisibles**, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement

Article L.121-21 du Code de l'urbanisme : -> **Loi Littoral**

Pour déterminer **la capacité d'accueil des espaces urbanisés ou à urbaniser**, les documents d'urbanisme doivent tenir compte :

1° De la préservation des espaces et milieux mentionnés à l'article L. 121-23 ;

1° bis De **l'existence de risques littoraux**, notamment ceux liés à la submersion marine ;

La prévention des risques dans le Code de l'Urbanisme : dispositions liées aux pièces constitutives des documents de planification / d'urbanisme

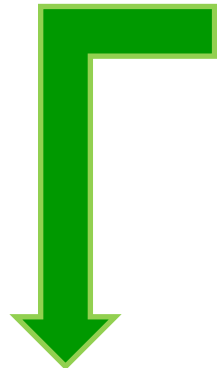
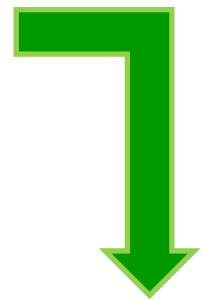


Schéma de Cohérence Territorial	Plan local d'urbanisme (intercommunal)
Rapport de présentation	Rapport de présentation
Plan d'Aménagement et Développement Durable	Plan d'Aménagement et Développement Durable
Document d'Orientation et d'Objectifs (cartographie)	Orientations d'Aménagement et de Programmation
	Règlement (document graphique + écrit)
	Annexes -> PPRL (SUP)



Article L.141-5 du Code de l'urbanisme :

Dans le respect des orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, le **document d'orientation et d'objectifs** détermine :

2° Les conditions d'un développement urbain maîtrisé et les principes de restructuration des espaces urbanisés, de revitalisation des centres urbains et ruraux, de mise en valeur des entrées de ville, de valorisation des paysages et de **prévention des risques**

Article R.151-31 et R.151-34 du Code de l'urbanisme :

Dans les zones U, AU, A et N, les **documents graphiques du règlement** font apparaître, s'il y a lieu :

2° Les secteurs où les nécessités du fonctionnement des services publics, de l'hygiène, de la protection contre les nuisances et de la préservation des ressources naturelles ou **l'existence de risques naturels**, de risques miniers ou de risques technologiques justifient que soient interdites ou soumises à des conditions spéciales les constructions et installations de toute nature, permanentes ou non, les plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements des sols

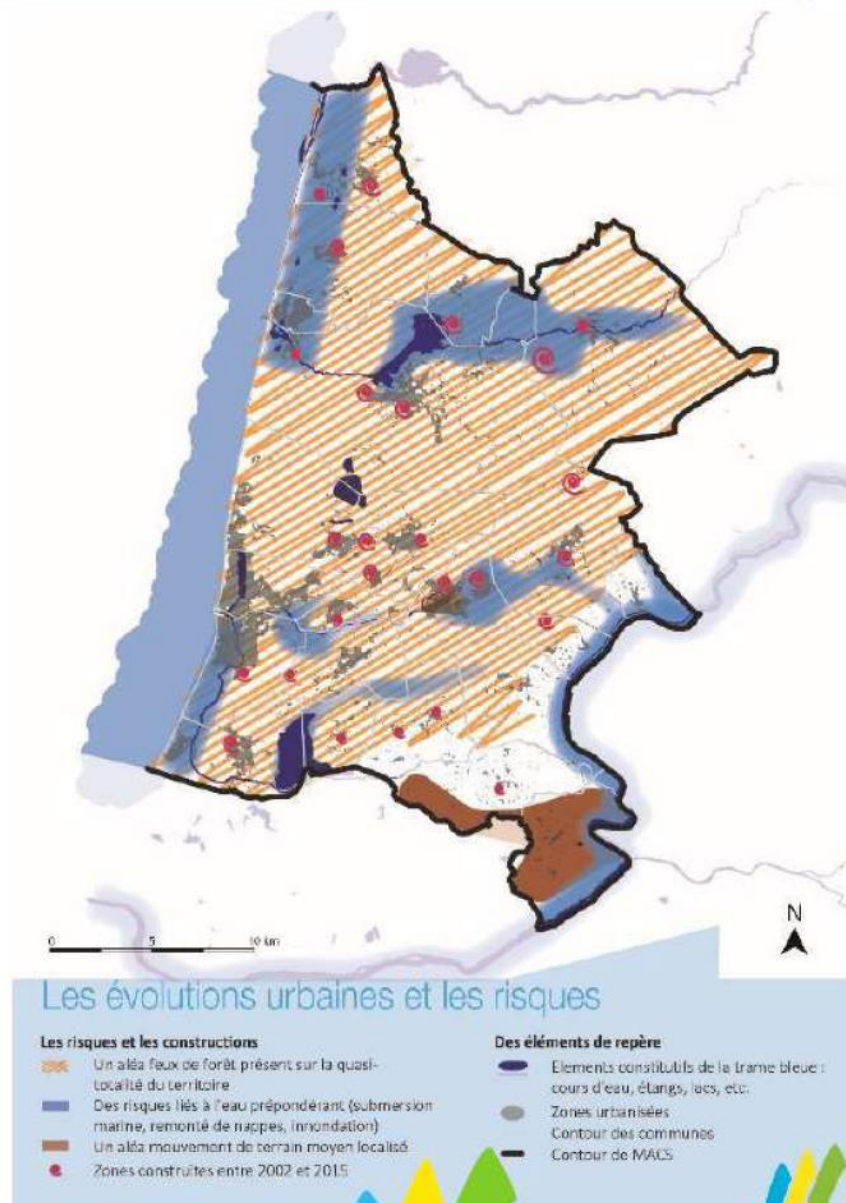
II / Exemple du PLUI de la Communauté de Communes de Marenne Adour Côte-Sud (MACS) (Landes)

LE TERRITOIRE

- 23 communes, 64 000 habitants
- Des risques multiples et omniprésents

→ Le PLUi

- PLUI prescrit en décembre 2015
- Délais contraints d'élaboration (31/12/2019)
- Approuvé le 27/02/2020



LA DIVERSITÉ DES SOURCES D'INFORMATION DANS LA CONNAISSANCE DE L'ALÉA

→ Diversité de la connaissance produite par

- le GIP Littoral et l'Observatoire de la côte Aquitaine (2018, horizons 2025 et 2050),
- les services de l'Etat dans le cadre du PPRL Bourret Boudigau sur Capbreton/Soorts Hossegor (horizon à 100 ans*), et le PPRL Soustons/Vieux-Boucau (lancé en 2019)
- les stratégies locales de gestion du trait de côte (Capbreton, Labenne à horizon 2060)
- Plan plage et gestion de la bande côtière à Vieux Boucau (horizon 2045)

**avec prise en compte du mode de gestion de Capbreton : by-pass et ouvrages*

7. La protection des ressources naturelles

Une érosion du trait de côte qui doit conditionner le développement urbain

L'érosion marine entraîne un recul du trait de côte. Ce phénomène peut à terme entraîner l'effondrement des falaises, l'envasement des baies et le remaniement des plages de sables. Les causes sont principalement les marées, la houle, les courants marins ou encore le vent. Les activités anthropiques peuvent aggraver ce phénomène (aménagements côtiers...).

L'Observatoire de la Côte Aquitaine et le GIP Littoral Aquitain ont publié en 2018 un Rapport de Caractérisation de l'aléa recul du trait de côte sur le littoral de la Côte Aquitaine aux horizons 2025 et 2050. Ce rapport permet d'actualiser les taux et les projections d'érosion du littoral aquitain en vue de caractériser les possibles positions futures du trait de côte. À noter que ce travail cartographique est fait à échelle régionale et ne peut être le support ni d'une analyse plus fine ni d'un zonage réglementaire ; en outre la méthode utilisée ne permet pas de prendre en compte d'éventuelles accélérations, décélérations ou inversions du phénomène d'érosion.

Sur la côte sableuse d'une manière générale, le rapport prévoit un recul lié à l'érosion chronique de 20 mètres à l'horizon 2025 et de 50 mètres à l'horizon 2050, auquel s'ajoute un recul potentiel de 20 mètres lié à un événement majeur. Le recul du trait de côte sur les départements des Landes est par ailleurs estimé à 1,7 mètre par an en moyenne.

Le phénomène est prédominant sur le territoire de la Communauté de Communes (de Moliets-et-Maa jusqu'à Soorts-Hossegor notamment). Le risque le plus élevé se situe au niveau des zones bâties denses à proximité du littoral. En effet, le réchauffement climatique pourrait fortement augmenter l'intensité de l'érosion du trait de côte, menaçant les habitations les plus proches du rivage. Les zones bâties à proximité du littoral seraient alors des zones à enjeux à protéger. C'est notamment le cas des communes de Labenne (quartier Labenne-Océan), Soustons (lieu-dit Jeansous), Capbreton, Messanges (camping du vieux port), Seignosse, Soorts Hossegor, Vieux-Boucau-les-Bains et Moliets-et-Maa.

7. La protection des ressources naturelles

Dans le cadre de la stratégie régionale de gestion de la bande côtière arrêtée en 2012, une stratégie locale a été établie pour les communes de Capbreton, Soorts-Hossegor et Labenne, finalisée fin 2017. La commune de Vieux-Boucau-les-Bains a elle réalisé une étude de gestion de la bande côtière à l'occasion de l'élaboration de son Plan Plage.

Ces études et les plans d'action qui les accompagnent comprennent chacun un axe sur la prise en compte du risque d'érosion du littoral, on y retrouve notamment les objectifs suivants :

□ Dans la stratégie locale de communes de Capbreton, Soorts-Hossegor et Labenne :

- L'accompagnement des processus naturels de l'érosion à travers des interventions limitées et souples ;
- Une lutte active contre l'érosion en fixant les évolutions du trait de côte ;
- Un repli stratégique en supprimant, déplaçant ou relocalisant les biens et activités ;

Dans la gestion de la bande côtière du Plan plage du Vieux-Boucau-Les-Bains :

- L'intégration de la connaissance de l'aléa dans le Plan de Prévention des Risques Littoraux (PPRL) ;
- La prise en compte du risque d'érosion dans les documents d'urbanisme hors PPRL.

Les PPRL cités dans la partie précédente couvriront également la problématique d'érosion du trait de côte, et fourniront notamment des cartes d'aléa recul du trait de côte.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020

Reçu en préfecture le 04/03/2020

Id : 040-344000915-20200327-20200327000915-AJ



2. Limiter l'exposition des populations et des biens aux risques et nuisances

A. ORGANISER LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL EN TENANT COMPTE DES RISQUES LITTORAUX et de leurs potentielles évolutions au regard du réchauffement climatique

- Prévention des biens et des personnes face à ce risque, un des enjeux majeurs pour les communes littorales.
- Reprise de la largeur de la bande littorale inconstructible des 100 m dans le PLUi, en accord avec le SCoT et son document graphique associé
- Pour une approche différenciée de la gestion du risque, adossée à une vision partagée de l'intérêt public et général que présentent ponctuellement certains secteurs.



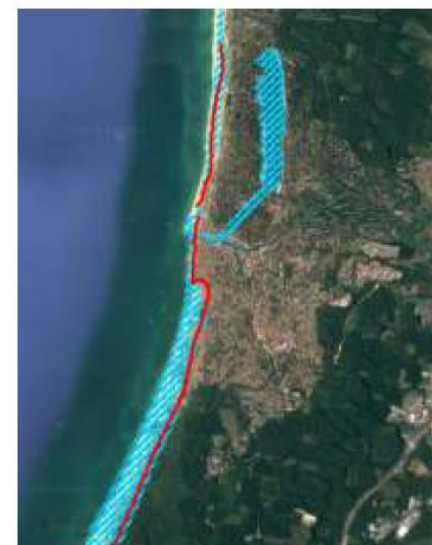
Projet d'Aménagement et de Développement Durables



PLUI ET DOCUMENTS GRAPHIQUES

→ La délimitation de la bande des 100m intégrant les aléas liés à l'érosion du trait de côte sur les espaces non urbanisés

	Sources de données	Projections trait de côte
Labenne	Stratégie locale	2060
Capbreton	PPRL	100 ans
Hossegor	PPRL	100 ans
Seignosse	GIP	2050
Soustons	GIP	2050
Vieux Boucau	GIP	2050
Messanges	GIP	2050
Moliets	GIP	2050
Azur	GIP	2050



PLUI ET DOCUMENTS GRAPHIQUES

→ En zone Urbaine, une combinaison d'outils réglementaires

PPRL



Legende

- Recul lié à la projection des taux d'érosion sur 100 ans
- Recul lié à un événement tempétueux majeur (Lmax)
- Trait de côte à échéance + 100 ans
- Trait de côte de 2017



PLUI - CAPBRETON

CAPBRETON



Commune de
Capbreton

Légende

Simulation de bâti (indiqué à titre indicatif)

Figurés ponctuels

- Hauteur indicative des bâtiments
- ★ Element ou ensemble bâti patrimonial à valoriser
- P Aire de stationnement
- préserver les boisement et/ou végétaliser l'espace
- ▽ Perspective paysagère à valoriser

Figurés surfaciques

- Secteur résidentiel - Maintien du tissu existant
- Espace public et partagé mixte
- Intensification urbaine à trouver / Secteur d'implantation du bâti
- Valorisation de la rue par un verdissement de collée (création de "tissus fraîche")
- Espace à végétaliser
- Espace à végétaliser - Eviter les zones de risques pour permettre d'atteindre les objectifs de sécurité

Figurés linéaires

- Front bâti
- Limite hauteur / principe d'épannelage
- Voie principale à restructurer
- Réseau de promenades et modes doux
- Réseau de promenades et modes doux
- Perméabilité bâti
- Front bâti

Données de contexte

- Trait de côte 2050
- Trait de côte 2060
- Bande des 100 mètres

CAPBRETON

Nombre de logements : L'objectif est de permettre le renouvellement urbain du secteur avec un déploiement des surfaces de plancher afin d'accueillir plus de population. En revanche, les capacités de développement restent limitées sur les zones rouges du PPRL où le nombre équivalent habitant devra rester similaire. Cependant les surfaces de plancher pourront être accrues afin de favoriser l'accueil d'une population permanente sur ce secteur (confort d'habiter).

Implantation des constructions : Les servitudes de risque de submersion et de risque d'érosion devront être respectées. Sur le front de mer, les RDC devront permettre une promenade sous arcade. Sa largeur ne pourra être inférieure à 3 mètres et une continuité entre les îlots devra être trouvée.

Gestion des risques et des nuisances : le trait de côte devra être respecté dans l'aménagement du site. Par ailleurs, les cœurs d'îlots devront être végétalisés, conformément à l'OAP graphique, pour palier aux risques d'inondation. Sur le secteur n°1, les rez-de-chaussée devront être hydrauliquement transparents.

16/ Périmètre d'attente de projet d'aménagement global

Dans certaines zones urbaines du PLUi, il est institué des servitudes interdisant pour une durée au plus de cinq ans dans l'attente de l'approbation par la commune concernée d'un projet d'aménagement global, les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement (article L151-41).

Ces secteurs sont identifiés au document graphique 3.2.1. Ainsi, il est fixé par le présent règlement les règles suivantes :

- Les constructions nouvelles d'une superficie supérieure à 10 m² sont interdites (emprise au sol).
- Les travaux ayant pour objet l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension limitée des constructions existantes sont toutefois autorisés à condition qu'ils ne remettent pas en cause la faisabilité d'un projet d'aménagement global.

❖ Capbreton

2 PAPAG ont été définis à proximité du Port, sur le front de mer urbain. Il s'agit de secteurs stratégiques comportant de multiples enjeux : commerciaux, touristiques, habitat et notamment les risques. Dans l'attente d'une amélioration de la connaissance de l'aléa sur ces secteurs, de ses conséquences, les secteurs de PAPAG apparaissent opportuns. La prise en compte du risque « submersion » doit être abordée « par îlots » et non à la parcelle. D'autre part, l'enjeu est également l'amélioration de la connaissance du risque « choc de vagues ».

A travers la **réponse à l'appel à manifestations d'intérêt pour aménager les territoire (AMITER)**, la commune, en lien avec les services de l'Etat pourra préciser les conditions techniques du renouvellement urbain réduisant la vulnérabilité par rapport à l'existant.



❖ Soorts-Hossegor

1 périmètre d'attente a été ajouté dans le dossier d'approbation du PLUi sur le secteur de l'îlot des Landais, en front de plage (reprise de l'ancien périmètre de la ZAPPAUP). Auparavant géré par une ZPPAUP, l'objectif d'un PAPAG est de laisser du temps pour mener une démarche concertée afin d'établir des règles d'urbanisme assurant la qualité urbaine du secteur.

Cette servitude interdira, pour une durée maximale de cinq ans, les constructions ou installations d'une superficie supérieure à 10 m² dans l'attente d'une concertation et de l'approbation par la commune d'un projet d'aménagement global.



GIP LITTORAL

Merci de votre attention

